

CAI
EA
-2020

Affaires Affaires extérieures
Canada

Government
Publications

High-Tech Diversions



A New Kind of Crime

3 1761 11553/67 2



Could you be an unknowing partner?

You're in a small but growing area of state-of-the-art microelectronics. Through contacts made at an international trade show, your company receives an order for specialized components from a new client in Western Europe. The client is not interested in your service contract, and offers full payment by U.S. bank draft on delivery. They request packaging that does not identify the contents.

It's a typical scheme used by shrewd middlemen to procure advanced technologies, with potential military application, for clients in Eastern Europe and Asia. Such technology transfer represents a serious threat to Western security. Canada and a number of its allies are clamping down on this new kind of international crime.

An investment to protect

If you export high tech, electronics, military or industrial equipment and machinery then chances are an export permit is required, by law, before the goods may be shipped.

The increased vigilance by enforcement agencies is not intended to restrict or discourage legitimate export business in any way. Its purpose is to protect both Canada's national security interests and our technological accomplishments. Our research and development efforts represent long-term investments worth hundreds of millions of dollars.



Internationally Controlled Exports

The major western trading partners co-operate to control (or embargo) exports of strategic and military goods, including technologies and technical data, to a number of proscribed destinations, principally: Albania, Bulgaria, Czechoslovakia, the German Democratic Republic (East Germany) and East Berlin, Hungary, Poland, Romania, the USSR, the Mongolian People's Republic, the People's Republic of Korea (North Korea), the Socialist Republic of Vietnam and in some cases, the People's Republic of China.

Canada's co-operation is designed to prevent the unauthorized shipment or illegal diversion of strategic goods to these destinations. Diversion can sometimes take place via another western country. Therefore, export permits are required, under Canadian law, before these goods, equipment and technologies can be exported to any country, other than the U.S. These goods are described in the Export Control List under the Export and Import Permits Act.

Canada and its allies depend on high-tech manufacturers, and others involved in the export business, to satisfy themselves as to the final destination for their orders. For this purpose, exporters may have to obtain the appropriate import or end-use certificates from the country of final destination before a permit may be issued.

CAI
EA
-2020

Penalties

Non-compliance with export controls is a serious offence.

The Export and Import Permits Act provides severe penalties for violations of export controls.

Goods of U.S. Origin

Because there are few controls on Canada-U.S. cross-border trade in strategic goods and data, Canadian authorities require that you obtain a permit for the export of virtually all U.S.-made equipment or components. Through the administration of these controls, we protect our mutual security.

The Bottom Line

The threat to our national security is real. The illegal diversion of controlled goods has saved our potential adversaries years of research and development in military technology. And their gains have been subsidized by our own public and private investment dollars.

How you can help

You can help by informing yourself about Canada's strategic export controls, and how they may apply to your products.

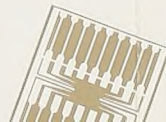
Only the combined efforts of business and government can stem the illegal flow of our advanced technologies. You can also help by being alert to unusual requests connected with an export order.

For example:

- major customers who ask to pay in cash
- customers who don't want after-service contracts
- clients who ask for a voltage different from their country's
- customers with unusual shipping instructions, such as requesting crates that don't identify the contents

For more information or assistance contact:

External Affairs
Export Controls Division
Special Trade Relations Bureau
Lester B. Pearson Building
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1G 0G2
Telephone (613) 996-2387
Telecopier (613) 996-9933
Telex 053-3745



Canada



Le détournement des techniques de pointe

Le crime sous un nouveau visage

Y participez-vous sans le savoir?

Vous travaillez dans le domaine encore restreint mais prometteur de la micro-électronique de pointe. Grâce à des contacts établis lors d'une foire internationale, votre compagnie reçoit une commande de composantes spécialisées de la part d'un nouveau client d'Europe de l'Ouest. Le client n'est pas intéressé par votre contrat de service après-vente et il propose de payer à la livraison par traite bancaire en dollars US. Il demande que le contenu ne soit pas indiqué sur l'emballage.

Voilà ce que font souvent des intermédiaires rusés pour procurer à des clients d'Europe de l'Est et d'Asie des technologies avancées susceptibles d'être utilisées à des fins militaires. De tels détournements de technologie constituent une menace sérieuse à la sécurité occidentale. Le Canada et certains de ses alliés entendent mettre fin à cette nouvelle forme de criminalité internationale.

Un investissement à protéger

Si vous exportez du matériel de haute technologie, de l'équipement électronique militaire ou certaines machines industrielles, la loi vous oblige probablement à obtenir une licence d'exportation avant l'expédition.

La vigilance accrue des autorités ne vise en aucune façon à restreindre ou à décourager les exportations légales. Elle a pour but de protéger à la fois la sécurité nationale du Canada et nos réalisations technologiques. Nos activités en matière de recherche et de développement représentent des investissements à long terme évalués à des centaines de millions de dollars.

Le contrôle international des articles d'exportation

En Occident, les principaux partenaires commerciaux collaborent pour contrôler (ou bloquer) les exportations d'articles stratégiques et militaires, y compris certaines techniques et certaines données, à destination de plusieurs pays déterminés, en particulier : l'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande (l'Allemagne de l'Est) et Berlin-Est, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, l'Union soviétique, la République populaire de Mongolie, la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord), la République socialiste du Vietnam et, dans certains cas, la République populaire de Chine.

Par sa participation, le Canada veut empêcher l'expédition non autorisée ou le détournement illégal d'articles stratégiques vers ces pays. Les marchandises détournées transitent quelquefois par un autre pays occidental. C'est pourquoi une licence d'exportation est exigée aux termes de la loi canadienne, avant que ces marchandises et techniques ne soient exportées vers n'importe quel pays, exception faite des États-Unis. Ces articles sont précisés dans la Liste des marchandises d'exportation contrôlée de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

Le Canada et ses alliés comptent sur les fabricants de techniques de pointe et sur tous ceux qui œuvrent dans le commerce extérieur pour s'assurer de la destination finale de leurs commandes. C'est pourquoi il est possible que les exportateurs soient tenus d'obtenir les certificats d'importation ou d'utilisation finale appropriés du pays de dernière destination.

Peines

La non-observation des contrôles à l'exportation est une infraction grave.

La loi sur les licences d'exportation et d'importation prévoit des peines très sévères en cas de violation des contrôles à l'exportation.

Articles d'origine américaine

Étant donné que le commerce des marchandises et des données stratégiques entre le Canada et les États-Unis est peu contrôlé, les autorités canadiennes exigent que l'exportateur obtienne une licence pour l'exportation de presque tous les équipements ou composantes fabriqués aux États-Unis. Grâce à ces contrôles, nous sommes en mesure de protéger notre sécurité mutuelle.

En fin de compte

C'est un fait que notre sécurité nationale est menacée. Le détournement illégal d'articles d'exportation contrôlée a épargné à nos adversaires possibles des années de recherche et de développement dans le domaine de la technologie militaire. Et leur acquisition a été subventionnée par nos propres investissements publics et privés.

Ce que vous pouvez faire

Vous pouvez vous informer sur les contrôles en matière d'exportation d'articles stratégiques et vérifier en quoi ils concernent vos produits.

Seuls les efforts conjugués de l'industrie et du gouvernement peuvent endiguer le détournement illégal de nos techniques avancées. Vous pouvez tout particulièrement être à l'affût de demandes inhabituelles dans une commande d'exportation, par exemple :

- un gros client veut payer comptant
- un client ne veut pas de contrat de service après-vente
- un client demande un voltage différent de celui de son pays
- un client présente des instructions d'expédition inhabituelles, par exemple un emballage qui ne mentionne pas le contenu

Pour plus amples renseignements ou des conseils, se mettre en rapport avec :

Affaires extérieures
Direction du contrôle des exportations
Direction générale des relations
commerciales spéciales
Immeuble Lester B. Pearson
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1G 0G2
Téléphone : (613) 996-2387
Télécopieur : (613) 996-9933
Tél : 053-3745